



ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°26-069

Procédure : marché passé en procédure adaptée

Objet : Organisation et mise en place de l'évènement APinnov pour la Direction de l'Innovation et de la Recherche Clinique de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Pour la période allant de la notification jusqu'au 30 juin 2027, reconductible expressément 2 fois pour une durée de 12 mois et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin d'exécution du marché.

Ce document comprend 13 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 1 sur 13

SOMMAIRE

1. Dispositions Générales	4
1.1 Objet	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
2. Organisation de l'achat.....	4
2.1 Forme du marché	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée	4
3. Dispositions financières	5
3.1 Forme des prix.....	5
3.2 Prix définitif	5
4. Documents contractuels	5
5. Conditions de passation des bons de commande	5
5.1 Commandes.....	5
6. Contrôle – suivi du marché	6
6.1 Contrôle.....	6
6.2 Suivi du marché	6
7. Modification du marché public	6
7.1 Clause de réexamen.....	6
7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire	6
7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	7
8. Obligations du prestataire	7
8.1 Certificats.....	7
8.2 Secret professionnel et confidentialité	7
8.3 Accès aux établissements – Identification	9
8.4 Grèves.....	9
8.5 Vente à des tiers	9
9. Facturation – Paiement	9
9.1 Facturation	9
9.2 Paiement	10

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 2 sur 13

9.3	Avances.....	10
10.	Assurances	11
11.	Nantissement et garantie	11
12.	Retenue de garantie.....	11
13.	Pénalités – Résiliation	11
13.1	Pénalités	11
13.2	Résiliation	12
14.	Litiges	13
15.	Dérogations.....	13

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 3 sur 13

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet l'organisation et la mise en place de l'évènement APinnov pour la Direction de l'Innovation et de la Recherche Clinique de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit :

Numéro du lot	Intitulé du lot
01	Mise en place de stands partenaires et autres équipements dans le cadre de l'évènement APinnov
02	Montage et production vidéo dans le cadre de l'évènement APinnov

Les montants maximums des marchés sont :

Numéro	Intitulé du lot	Montant maximum HT
01	Mise en place de stands partenaires et autres équipements dans le cadre de l'évènement APinnov	110 000 €
02	Montage et production vidéo dans le cadre de l'évènement APinnov	105 000 €

2.3 Durée

Les accords-cadres issus de la consultation sont conclus pour une période d'exécution allant de la notification jusqu'au 30 juin 2027

Ils sont expressément reconductibles 2 fois pour une durée de 12 mois.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin du marché.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 4 sur 13

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Les prix pour l'ensemble des lots sont unitaires.

Le montant du marché recouvre l'intégralité des prestations listées au présent CCAP, au CCTP ainsi que dans le Dossier technique du Titulaire.

Le montant du marché inclut notamment :

- Tous les frais de quelque nature que ce soit (et coûts supportés par le Titulaire (administratifs, assurances, marges, charges fiscales ou autres frappant les prestations, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre des prestations attendues ;
- Les opérations/travaux de préparation et de mise en place des prestations ;
- L'intervention sur site et réunions ;
- Le conditionnement ;
- Les frais de repas du personnel intervenant.

En somme, les prix doivent comprendre l'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des prestations prévues dans les documents de marché.

3.2 Prix définitif

Les prix sont fermes au sens des articles R2112-9 et suivants du Code de la Commande publique et dans les conditions déterminées par le présent CCAP.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'offre du candidat.

5. Conditions de passation des bons de commande

5.1 Commandes

Elles seront établies par la Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 3 mois.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 5 sur 13

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

6. Contrôle – suivi du marché

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire et leur conformité au CCTP.

6.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

7. Modification du marché public

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 6 sur 13

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.2 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire) et sous quelque forme (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique) que ce soit auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 7 sur 13

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'AP-HP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute donnée, toute information, tout logiciel, toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'exécution du marché et de manière général à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 8 sur 13

Le Titulaire doit procéder à la restitution puis la destruction de toute données, informations, fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies à la demande du promoteur et dans les délais indiqués par celui-ci.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire et sans mise en demeure, en cas de violation du secret professionnel, de la confidentialité liée à l'étude et du non-respect des autres dispositions précitées.

8.3 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.5 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

9. Facturation – Paiement

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 9 sur 13

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Seules les lignes de facturation apparaissant dans l'annexe financière peuvent faire l'objet d'une facture. Toute mention supplémentaire sera rejetée.

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement. L'avance est calculée selon les dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 et R.2191-16 à R.2191-19.

Le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 10 sur 13

commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

10. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

De plus, et tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire doit disposer des assurances « véhicules » nécessaires pour que ces derniers puissent circuler.

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

13. Pénalités – Résiliation

13.1 Pénalités

[Lot 01 : Mise en place de stands partenaires dans le cadre de l'évènement APinnov](#)

Intitulé de la pénalité		Montant de la pénalité
Non-respect du calendrier et des délais de préparation de l'évènement. Cette pénalité s'applique journallement et débute à partir du jour suivant la date limite prévue pour la réalisation de la prestation. Cette pénalité s'applique jusqu'à réalisation de la prestation. Cette pénalité peut-être moduler si le retard engendrer est imputable à un retard de transmission d'informations par l'AP-HP.		30 € par jour de retard
Non-respect du plan d'implantation définitif pour cause d'un agencement non conforme.		50 € par agencement non conforme
Non-respect du plan d'implantation définitif pour cause d'un équipement non conforme (nombre de stand individuel, en enfilade, de manges-debout et de chaises non conforme).		50 € par non-conformité
AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 11 sur 13

Retard dans le montage des stands et l'installation des équipements conformément à la durée prévue par le candidat dans son offre ou par la DRCI.	500 € par heure
Retard dans le démontage des stands et l'installation des équipements (2h de démontage maximum).	500 € par heure
Défaillance de l'assistance technique le jour de l'évènement perturbant le bon déroulement de celui-ci. <i>Pénalité applicable à la condition que cette défaillance soit imputable à l'assistance technique mise en place par le Titulaire</i>	40 € par défaillance constatée
Absence d'assistance technique le jour de l'évènement pour cause de non-présentation du personnel	100 € pour la journée

Lot 02 : Montage et production vidéo dans le cadre de l'évènement APinnov

Intitulé de la pénalité	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission des versions finales des vidéos trophées et de la vidéo prise de vue. Ce retard s'apprécie en fonction des délais indiqués dans le CCTP. Cette pénalité s'applique journallement et débute à partir du jour suivant la date limite prévue pour la réalisation de la prestation.	50 € par jours de retard.
Non-respect pour les versions finales des vidéos de la forme et du fond validés par l'AP-HP	50 € par éléments non validés
Non-présence le jour de l'évènement	500 € pour la journée

Ensemble des lots

➔ Pénalités pour non-respect des obligations définies à l'article « certificats »

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur en application de l'article 45.1, 45.2 et 45.4 du CCAG-FCS.

13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels (dont les bordereaux de livraison), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Est considéré comme un manquement particulièrement important :

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 12 sur 13

- L'absence de montage et démontage des stands et d'installation des autres équipements (lot 01) ;
- L'absence de production de l'une des vidéos commandées (lot 02).

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché à l'adresse mail mediation.interne.aca@aphp.fr

15. Dérogations

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FSC sur le délai de communication des justifications de contrat d'assurance par le biais d'une communication d'une attestation établissant l'étendue de sa responsabilité garantie.

L'article 13.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FSC pour le régime des pénalités de retard.

L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 41.1 C du CCAG-FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG FCS sur le nombre de mise en demeure envoyée avant le prononcé de la résiliation.

AP-HP	Consultation n°26-069	ACHAT
CCAP.12 24/10/2025	Dernière mise à jour du :6/2/26	Page 13 sur 13